Lecture du soir… Lecture du matin…

IMPÉRIALE HYPOCRISIE DEVANT LA DÉTRESSE DE LA JEUNESSE

PAR JÉRÔME FEHRENBACH



Les violences des manifestations lycéennes sont le symbole de l'écroulement d'une société dont la désintégration menace l'avenir de la jeunesse. Tout espoir n'est pas perdu, estime l'historien Jérôme Fehrenbach, si l'on cesse de mentir.

Du 24 au 27 août 410, Rome est mise à sac par Alaric et ses Goths. Certes, voilà 150 ans que des villes de l'Empire, Trèves, Autun, Aquilée, Milan, Strasbourg, Andrinople, pour ne citer que quelques-unes, sont assiégées ou ravagées par des incursions barbares ou des guerres civiles. Mais là, dans l'indifférence et l'impuissance générale, le pillage et l'incendie s'invitent jusqu'au cœur de la Rome éternelle.

L’ultime agonie

Honorius, l’empereur d’Occident sans enfant, réside à Ravenne au milieu d’une cour remplie d’intrigues, parmi les rhéteurs et les panégyristes, en bord de mer — ce qui rend une fuite plus aisée en cas de nécessité. Le Sénat, ombre de lui-même, lutte pour rétablir les cultes païens et préserver les privilèges de sa caste. Rome, l’antique capitale du monde, est ville ouverte, abandonnée par ses défenseurs.

Deux ans plus tôt Honorius a laissé assassiner le Vandale Stilicon, l’homme fort qui aurait pu enrayer la débâcle. Cette date, avant la déposition de Romulus Augustulus en 476, est souvent considérée comme celle du début de l’ultime agonie de l’Empire, dans l’indifférence générale, car depuis plus de cent ans on redoute les fonctionnaires pour leurs rapines organisées. L’État, insatiable prédateur, mais incapable de prévenir le brigandage endémique, a mis en coupe réglée villes et campagnes, les élites se réfugient à la campagne, fuyant les responsabilités dangereuses, le patriciat local voit comme une malédiction les fonctions municipales. Il ne reste plus de l’autorité civile que le fisc et ses pouvoirs de recouvrement. Voilà bien longtemps que l’État ne parvient plus à rétribuer correctement ses légions peuplées de mercenaires et commandées par des officiers d’origine barbare.

La République responsable

Chacun fera son marché, dans cette évocation, des similitudes avec les temps présents, avec les signes de la démission, de la décadence désormais aveuglante des institutions et de la désintégration de la société qu’offre ce mois d’octobre dans un saisissant concentré. Pourtant les groupes humains du 17 octobre ne sont pas des envahisseurs barbares venus d’ailleurs. Ils ont grandi parmi nous. La République n’est certes pas coupable des déraillements individuels. Elle est responsable de la désintégration sous-jacente dont cet épisode est l’expression. Une désintégration sociale, économique, philosophique et morale.

Si l’on essaie de faire la part des choses, il faut admettre que, même si black-blocs, ultra-gauche, LFI, occupent magistralement le devant de la scène, le point de départ est bien l’expression par une fraction

agissante de lycéens d'un désarroi fondamental. Certes, sans doute moins de 8% de la classe d'âge de 16 à 29 ans a défilé dans les rues. Mais pour ces 8%, combien, plus tièdes, se seraient joints volontiers au mouvement ? On ne peut réduire le mouvement lycéen et étudiant à son détournement, à sa captation, à sa récupération par des prédateurs forcenés, des pillards sans scrupules, des politiciens cyniques, bien présents mais minoritaires. Cette génération se porte mal quand elle devrait être pour nous tous promesse d'avenir, elle nous offre un aspect inquiétant quand nous devrions l'aimer de tout notre cœur. Trop de menaces à l'horizon pour elle. Nul socle robuste chez elle pour tenir ferme.

Ces menaces qui barrent l'horizon

Les menaces : l'État-tiroir-caisse fonce sans dévier de trajectoire sur le mur de la dette, vers une déflagration dont nul ne sortira épargné, l'État-providence semble condamné par son imprévoyance, l'avenir de la retraite par répartition est une fiction ; le pays tempéré des vieux manuels de géographie est submergé de canicules et ses rivages grignotés par la montée des eaux, l'annexion par des puissances impériales de tel morceau de notre espace national n'est plus une hypothèse ; l'intelligence artificielle balaie les espoirs d'emploi, de carrière, et ravale le cerveau humain à un concentrateur émotionnel, le numérique dote les pouvoirs publics de moyens de contrôle sans précédent ; ce numérique désolidarise le monde de son assise réelle, offrant la séduction du refuge dans un méta-monde…

Cette génération qui avait dépassé l'âge de raison au moment du Covid a connu des restrictions gravissimes de libertés et se voit expliquer les nouvelles menaces épidémiques, on lui promet désormais presque à coup sûr de devoir offrir sa vie dans une guerre probable agrémentée de drones tueurs, d'ici à 10 ans. Que ces hypothèses soient juste ou fausses, instinctives ou raisonnées, elles barrent l'horizon moral et mental des 10 à 30 ans.

Une détresse vitale sans fond

Ni socle ni repères. Point n'est besoin de revenir sur l'amoindrissement du bagage fourni par l'école, mis en charpie par les programmes et l'abandon du par-cœur dès 1975, privant les jeunes Français de cette

liberté inaliénable qu'offrent les savoirs. Petits-enfants des jeunes de Mai 1968, nos jeunes ont grandi dans des foyers d'une taille de 2,14 individus, délaissées par des parents partagés entre une vie professionnelle captivante et des séries consommées sans frein, dans une société contestatrice de toute autorité, réfractaire à toute transcendance.

Les dévastations du 17 octobre sont une réalité douloureuse.

Ils étaient à l'âge de l'école primaire au moment de la loi insensée du mariage pour tous (2013), ils sont à celui d'entrer dans la vie adulte au moment de la loi légalisant l'euthanasie (2026), ils ont subi les prêches de la théorie du genre et la pornographie à ciel ouvert, ils voient la classe politique se complaire dans la quête éperdue d'une émancipation improbable — celle, désormais, des lois de la nature. Il en résulte une détresse vitale sans fond et sans nom, malgré les ressorts individuels, encore puissants, et presque miraculeux, qui subsistent parmi nos jeunes.

L'enchaînement des démissions

Dans cette évolution, l'État, responsable en France de la cohérence et du récit national, a failli — de la classe politique à l'État profond — poussant les jeunes vers une forme d'agonie prématurée — une impasse inéluctable. Les dévastations du 17 octobre sont une réalité douloureuse. Elles sont le symbole, aussi, de l'écroulement d'une société laissée ville ouverte par l'enchaînement des démissions. Y compris la nôtre, celle de protestations trop timides contre la déraison du monde raisonnable.

Peut-être cette faillite n'est-elle au fond que le dénouement d'un lent déclin français entamé dès 1763, ou en 1870, ou en juin 1940, ou en mai 1968… Qu'importe. Mais il faut une rupture avec les mensonges de l'ère républicaine. En premier lieu, avec la mystique révolutionnaire. La référence à 1789 est peut-être la seule que manifestants et émeutiers d'octobre aient en partage, et dont on se réclame à volonté dans tout l'archipel politique. Sur des bases sciemment faussées par le catéchisme républicain, nourries par une vision romantique des barricades de 1830 ("Les Misérables"). Non, n'en déplaise à Jean-Luc Mélenchon, le 5 octobre 1789 n'est pas un beau jour féministe de la

nation, mais un cortège funèbre hérissé de têtes coupées. Non, n'en déplaise à ses hagiographes des années 1880 qui ont placé Danton au panthéon républicain, il est l'homme du tribunal du 17 août, celui qui laissa faire les atrocités des massacres de septembre 1792. Oui, comme le rappellent les historiens objectifs, d'Hippolyte Taine (*Les Origines de la France contemporaine*) à Jean-Christian Petitfils (*La Révolution française*) en passant par Alexandre Maral (*Les Derniers Jours de Versailles*), la Révolution de 1789 a immédiatement sombré dans l'intimidation et la violence, la France a inventé la Terreur de masse et moins de 10% d'agités ont pendant dix ans meurtri toute une nation et ébranlé l'Europe.

Cesser les mensonges et les non-dits

Il est sans doute lucide de hisser la santé mentale des jeunes au rang de priorité nationale. Mais il serait bon, d'abord, que notre monde français n'apparaisse plus comme un théâtre d'aliénation, de fiction et d'amnésie, mis en scène avec une impériale majesté. Il n'est plus de compromis possible avec cette école républicaine des contre-vérités, avec une classe politique figée dans des postures et des automatismes, avec pour dénominateur commun une combinaison de romantisme révolutionnaire, de matérialisme anti-chrétien et de capitalisme mondialisé. Avant de cultiver l'espoir de lendemains qui chanteraient à nouveau, il faut cesser les mensonges et les non-dits, et prendre ces jeunes adultes pour ce qu'ils sont : des êtres d'action, de foi et de raison, capables de détecter le mensonge et les faux-semblants, aspirant sans doute à une élévation que méprisent les détenteurs du pouvoir, désireux en tous cas de plus de décence.

Inspecteur général des finances, historien, auteur de *Von Galen, un évêque contre Hitler* (Cerf, 2018) et *Wilhem von Ketteler, l'Église devant l'État* (Cerf, 2025). Vient de publier *La République épuisée, le retour nécessaire des vertus chrétiennes* (L'Artilleur, 2026).



(Source : Aleteia)

SÉLECTION OU VOCATION ?



*L*e samedi 31 octobre, de drôles de foules ont envahi les rues de nos agglomérations, mélange de sorcières et de manifestants, de petits lutins et de jeunes révolutionnaires, les uns cagoulés et les autres costumés. En les observant tous, j'ai soudain compris pourquoi, depuis leurs débuts, les manifestations lycéennes m'agacent et m'attendrissent simultanément. Elles m'agacent et m'attendrissent de la même manière que les mini mort-vivants qui défilent sous mes fenêtres chaque année pour Halloween. Il est réjouissant et émouvant, en effet, de voir la jeunesse occuper l'espace public, dont elle est si souvent exclue.

Des bonbons ou des budgets

J'aime voir des enfants turbulents et des jeunes enthousiastes déranger le confort établi des maisons, j'aime voir les rues pleines de rires et de couleurs, j'aime la puissance politique de ces rassemblements au goût pourtant parfois douteux. En revanche, il y a une dimension d'Halloween qui m'a toujours prodigieusement agacée, et que je retrouve aujourd'hui dans les discours des principaux syndicats lycéens et étudiants : qu'il s'agisse de bonbons ou d'efforts budgétaires, ils réclament, sans contrepartie, sans rien offrir en retour, quand ils ne menacent pas de tout casser s'ils n'obtiennent pas satisfaction immédiatement. 10 milliards d'euros, la fin de ParcourSup, plus de sélection à l'entrée de l'université, des centaines de places supplémentaires dans le supérieur. Le tout avec moins d'élèves par classe, moins d'heures de cours, moins de pression scolaire pour les élèves et les étudiants.

En cela, leurs revendications sont terriblement consensuelles : elles consistent à réclamer davantage de gâteau sans en changer la recette. En plusieurs semaines de manifestations, je n'ai pas encore entendu un jeune élaborer une vision alternative du futur, ni proposer ses services

pour le faire advenir. Plutôt que de se demander ce qu'ils peuvent faire pour la société, la plupart demande ce que la société peut faire pour eux. Plutôt que d'imaginer des alternatives à la société de marché, de consommation et de concurrence, ils mendient leur place au soleil, des toilettes en bon état et le droit de faire une fac de droit. Paye ton utopie.

Avoir une place dans ce monde

"Nos rêves sont trop grands pour ParcourSup" proclamait une pancarte samedi dernier. J'applaudis. Et je demande : quels sont les rêves de notre jeunesse ? À quelle société aspire-t-elle et comment peut-elle y contribuer ? Et nous, adultes, quel récit leur proposons-nous, et quelle place pour eux dans le scénario ? Nous sommes en train de leur construire un avenir dans lequel les individus sont dépossédés de leur autonomie et de leur capacité d'agir, prisonniers d'une trajectoire décidée sans eux, et sans retour possible. Tout comme leur destin scolaire semble confisqué par les algorithmes opaques de ParcourSup, leur horizon politique semble obéir à des logiques de marché autonomes, sur lesquelles ils n'ont aucune prise. Qui peut encore rêver aujourd'hui d'un futur sans IA, sans dérèglement climatique, sans crise migratoire ou économique ?

Être capable de s'engager

Or, la capacité à s'engager dans l'avenir, à imaginer des futurs possibles et à se donner généreusement pour qu'ils adviennent, est un ingrédient essentiel de toute éducation réussie. Savoir qu'on a une place dans ce monde, où l'on pourrait porter du bon fruit, c'est donner un sens à nos efforts et à nos sacrifices. C'est ce qu'on appelle, dans le vocabulaire catholique, une *vocation*. Du latin *vocare*, "appeler", la vocation est une réponse libre à un appel. C'est le contraire de la sélection et du destin aveugle auxquels nos étudiants se disent aujourd'hui soumis.

Tandis que la sélection exclut, la vocation choisit, tandis que le destin contraint, la vocation libère, tandis que l'algorithme écrase les individus, la vocation est toujours unique. La vocation, c'est savoir qu'on a quelque part en ce monde une place unique et choisie, qu'il nous appartient d'accepter librement pour y faire don de notre

personne. Évidemment, lorsqu'on est croyant, cet appel résonne comme celui de Dieu lui-même. Mais il existe également des vocations athées, qui naissent de la conviction que le monde a besoin de nos talents pour devenir meilleur. Notre société offre-t-elle aux jeunes les conditions favorables pour découvrir et épanouir leur vocation ? Qui leur dit aujourd'hui que l'avenir a besoin d'eux, parce qu'il n'est pas écrit d'avance, parce qu'ils sont autorisés à le contester et à y projeter leurs désirs ?

Entendre l'appel

Il se trouve que, ce samedi veille de la Toussaint, outre Halloween et les manifs, un autre évènement important a eu lieu, caché dans les collines verdoyantes de la Drôme. À l'ombre d'un monastère bénédictin, ce sont quatre jeunes hommes qui ont répondu à l'appel de Dieu, et sont désormais prêtres pour le Royaume au sein des Missionnaires de la Miséricorde divine. Il était beau de les voir faire librement le don de leur jeunesse au monde, assumer leur désir d'infini, et le rêve d'un avenir glorieux, bien plus fou que toutes les utopies les plus folles.

"Nombreux sont appelés, mais peu sont élus" (Mt 22,14), dit le Seigneur. Ou encore, "Il y a de nombreuses demeures dans la maison de mon père" (Jn 14, 2-3). Autrement dit, Dieu appelle chacun d'entre nous, et lui réserve une place unique. Il ne s'agit ni d'une sélection ni d'un destin, mais bien d'un appel que nous sommes libres de refuser, à condition que nous soyons capables de l'entendre. Il n'y a pas de concurrence, à l'entrée du Royaume de Dieu. La seule condition pour y entrer, c'est d'accepter de donner sa vie par amour. Nous sommes loin du racket des vampires collectionneurs de bonbons, et plus proche du chœur glorieux des saints fêtés le lendemain.

Ancienne élève de l'ENS, agrégée de philosophie, cofondatrice de la revue d'écologie intégrale *Limite*, mère de quatre enfants. Elle est l'auteur de *Mon corps ne vous appartient pas* (Albin Michel, 2018) et de *Naître ou le néant - Pourquoi faire des enfants en temps d'effondrement ?* (DDB, 2024).



L'UNESCO, 80 ANS AU SERVICE DE LA CULTURE



Le 4 novembre 2026, l'Unesco commémore son 80e anniversaire. Huit décennies au service de la culture et du patrimoine marquées par les guerres et les tensions politiques. Pour le Saint-Siège, observe le géopolitologue Jean-Baptiste Noé, la culture joue un grand rôle dans la construction de la paix.

Deux dates de fondation pour un anniversaire. C'est peu commun pour une organisation internationale, mais l'Unesco a été fondée deux fois. D'abord à Londres, le 16 novembre 1945, avec la signature de l'Acte constitutif, puis le 4 novembre 1946, soit un an plus tard, quand cet Acte est entré en vigueur. C'est ce jour qui est retenu par l'institution pour commémorer son anniversaire. À ces deux dates, une troisième peut s'y ajouter. Le projet de l'Unesco est en effet né avant la Seconde Guerre mondiale. En 1921, la Société des Nations avait institué une Commission internationale de coopération intellectuelle qui devait réunir les esprits brillants de son temps. Henri Bergson la présida entre 1922 et 1925 et des personnalités comme Marie Curie et Albert Einstein y siégèrent. L'Unesco — l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture — est l'héritière de cette commission ; elle en récupéra une partie des missions ainsi que les archives.

Après la guerre

Le second conflit mondial mit un terme à cette Commission internationale, mais lui apporta aussi une nouvelle dimension. Conscients des ravages causés par la guerre au patrimoine et aux établissements culturels, les ministres de l'Éducation en exil des pays alliés se réunirent à Londres le 16 novembre 1942. La France y est représentée. Il s'agit alors de préparer l'après-guerre, à un moment du conflit où l'issue est plus qu'incertaine, avec la nécessité de résoudre

des questions très concrètes : comment reconstruire les écoles et les universités détruites par le conflit ? Comment former les nouveaux professeurs ? Comment assurer l'accès aux livres et aux bibliothèques dans une Europe en proie aux destructions ?

Au fur et à mesure des réunions, une autre idée va émerger, plus philosophique. La découverte des horreurs humaines causées par la guerre va conduire les membres de la commission à s'interroger sur le rôle de la culture et de l'éducation pour édifier un monde plus pacifique et plus sûr. Puisque, dans les pays totalitaires, éducation et culture ont été détournées pour servir des projets politiques de mort et de conflit, il faut les réorienter pour bâtir, cette fois-ci, un monde plus fraternel et plus humain.

La culture au service de la paix

La conviction des membres de cette commission était que la reconstruction d'après-guerre ne peut pas être qu'économique, mais qu'elle devrait aussi passer par l'éducation et par la culture. D'où la formule célèbre que l'on trouve dans l'Acte constitutif : "Que les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix." Et plus loin : "Que la dignité de l'homme exigeant la diffusion de la culture et l'éducation de tous en vue de la justice, de la liberté et de la paix, il y a là, pour toutes les nations, des devoirs sacrés à remplir dans un esprit de mutuelle assistance."

La première conférence générale de la nouvelle Unesco se tint à Paris du 19 novembre au 10 décembre 1946 et fut présidée par Léon Blum. Reprenant les travaux antérieurs à 1945, l'organisation s'articule autour de quatre missions principales : l'éducation, les sciences naturelles, les sciences sociales et humaines, la culture ; auxquels s'ajoutent la communication et l'information. En 80 ans d'activité, quelques grands textes ont été publiés, qui ont contribué à mieux protéger et valoriser le patrimoine : la convention de La Haye (1954) sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé ; la convention de 1970 contre le trafic illicite de biens culturels ; la convention du patrimoine mondial de 1972 ; la convention de 2003 sur le patrimoine culturel immatériel. De l'Unesco, le grand public connaît

les sites classés et protégés, dont un grand nombre sont basés en France.

L'Église agit à l'Unesco

Si la visite de Léon XIV en septembre 2026 a renoué les liens entre les papes et l'institution depuis la dernière visite de Jean-Paul II en 1980, l'Église est présente au sein de l'organisation depuis 1952. Le Saint-Siège y siège en tant qu'observateur permanent. S'il ne prend pas part aux votes, comme dans la plupart des instances qui dépendent de l'ONU, il participe aux travaux et aux discussions. Le premier observateur du Saint-Siège fut Mgr Roncalli, alors nonce à Paris et futur Jean XXIII. Sa lettre de nomination, datée du 18 mai 1952, est signée par Pie XII et contresignée par Mgr Montini (qui deviendrait Paul VI), alors collaborateur de Pie XII. Trois papes successifs sur un même document, c'est une chose unique dans l'histoire de l'Église. L'observateur permanent actuel est Mgr Roberto Campisi, nommé par Léon XIV en septembre 2025.

Au cours de son existence, l'Unesco a permis de sauver de nombreux sites culturels. L'un des plus fameux est le temple d'Abou Simbel (Égypte), découpé en morceaux et remonté quelques mètres plus haut pour ne pas être noyé par le lac du barrage d'Assouan. En 1966, l'institution intervient pour reconstruire une partie de Venise après la terrible inondation de la cité, l'ensemble d'Angkor (Cambodge) est sauvé du péril qui le menaçait et le pont de Mostar (ex-Yougoslavie) est reconstruit en 2004 après avoir été détruit en 1993 lors de la guerre. Plus récemment, un programme pour sauver Mossoul a permis de restaurer une grande partie de la ville détruite par l'État islamique. En cela, l'institution est fidèle à sa mission première qui consiste à sauver et à pérenniser la culture pour la mettre au service des hommes.

Docteur en histoire, Jean-Baptiste Noé est notamment l'auteur de *Géopolitique du Vatican*, paru aux PUF en 2015. Il est directeur d'Orbis, école de géopolitique.

